

## Analyse

# Crise en Ukraine : les efforts diplomatiques de Macron peuvent-ils être payants ?

Le président français, qui se rendra à Moscou puis à Kiev en début de semaine, multiplie les initiatives diplomatiques dans la crise russo-ukrainienne, alors que l'Allemagne apparaît effacée.

Durée : 3 min



**Par Paul Véronique**

Publié le 06/02/2022 à 17:30, mis à jour à 19:33

A l'heure où la crainte d'une invasion russe de l'Ukraine monopolise l'attention internationale, Emmanuel Macron tente de se positionner en arbitre du conflit. Le président français va se rendre à Moscou ce lundi pour un tête-à-tête avec Vladimir Poutine, avant d'enchaîner mardi par une rencontre avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky à Kiev. Multipliant les initiatives sur le front diplomatique depuis le début de la crise entre la Russie et l'Ukraine, le chef de l'Etat avait déjà, jeudi dernier, échangé au téléphone tour à tour avec ses deux homologues, ainsi qu'avec Joe Biden, la veille.

"Aucun autre pays européen ne semble être en mesure de prendre le leadership sur cette question, donc la France a une carte à jouer, observe Carole Grimaud Potter, fondatrice du Center for Russia and Eastern Europe Research, basé à Genève. L'Allemagne apparaît très effacée depuis l'arrivée d'une nouvelle coalition au pouvoir, et le Royaume-Uni s'aligne complètement sur la ligne américaine."

***LIRE AUSSI >> [JO de Pékin 2022 : Poutine, "guest star" du président chinois Xi Jinping](#)***

A ses alliés sur le Vieux continent qui pourraient s'inquiéter d'une tentative française de faire cavalier seul, la France, qui assure la présidence du Conseil de l'UE au premier semestre, a pris soin de préciser dès vendredi que les deux rencontres prévues en début de semaine se dérouleront "en coordination" avec le reste des 27. "Notre souhait en faisant cette démarche est que nous puissions bien porter l'intérêt de l'ensemble de nos partenaires européens et de nos alliés dans la conversation avec le président Poutine", confirme-t-on à l'Elysée. Et ce, alors que l'Union européenne a été reléguée au second plan des discussions russo-américaines ces dernières semaines.

"Ce qu'il nous faut bâtir, c'est un ordre européen fondé sur des principes et des règles auxquels nous nous sommes rangés et que nous avons actés non pas contre, ni sans, mais avec la Russie il y a maintenant trente ans", avait déclaré le président français devant le Parlement européen le 19 janvier, lors de son discours fixant ses priorités pour des six prochains mois.

**Fermeté et dialogue**

Dans un souci de ne pas apparaître complaisant vis-à-vis du chef du Kremlin, après les critiques qu'avait suscité dans certains pays européens l'invitation de Vladimir Poutine au fort de Brégançon en 2019, l'exécutif a voulu donner des gages de fermeté dès le début de la crise russo-ukrainienne.

***LIRE AUSSI >> [Crise en Ukraine : les cinq scénarios d'une possible invasion russe](#)***

"Toute atteinte nouvelle à l'intégrité territoriale de l'Ukraine aura des conséquences massives", a encore mis en garde le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian dans une interview fin janvier au [JDD](#). La veille, la ministre française des Armées, Florence Parly, avait quant à elle évoqué l'envoi de "plusieurs centaines" de soldats français en Roumanie dans le cadre d'une opération de l'Otan.

La voie diplomatique suit cependant son cours, et les présidents français et russe se sont parlé à cinq reprises depuis le mois de décembre, plus que tout autre dirigeant européen. "Durant tout son quinquennat, la politique d'Emmanuel Macron à l'égard de la Russie a été un mélange de fermeté et d'appel au dialogue. L'équilibre entre les différentes parties de ce 'en même temps' a pu varier dans le temps, mais c'est resté sa ligne de conduite", souligne Marie Dumoulin, ancienne diplomate et directrice du programme Europe élargie à l'European Council for Foreign Relations (ECFR).

***LIRE AUSSI >> [Russie - Ukraine : "Poutine prend de plus en plus de risques"](#)***

A l'issue du dernier entretien entre Macron et Poutine, jeudi, la présidence française a insisté sur la nécessité de "capitaliser sur les récentes avancées positives en format Normandie [rassemblant la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine, NDLR] pour parvenir à une solution durable dans le Donbass", le Kremlin évoquant pour sa part "un dialogue constructif". L'ambition de Paris : que la relance du processus de paix dans le Donbass, puisse constituer une première étape vers la désescalade.

"Si on enregistre des progrès dans le cadre du format Normandie, cela contribuera nécessairement à faire baisser la tension générale, même si ça n'apportera pas une réponse à tous les sujets que la Russie a mis sur la table concernant l'architecture de sécurité européenne, estime Marie Dumoulin. Une percée dans ce dossier serait donc utile et constituerait un signal positif pour la poursuite des discussions entre la Russie, les Etats-Unis et l'Otan."